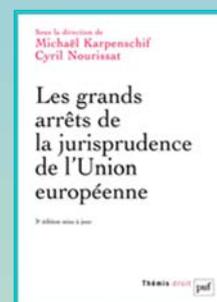


CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES

Rapport d'activité 2016



Lyon : Centre d'Études Européennes, décembre 2016

Document disponible sur le site web du Centre d'Études Européennes, à l'adresse :
<http://cee.univ-lyon3.fr/spip.php?rubrique92>

Reproduction et impression autorisées, moyennant mention de la source

Fiche catalographique :

Centre d'Études Européennes
Rapport d'activité 2016
Lyon : Centre d'Études Européennes
2016 – 43 p. – 21 x 29,7 cm

Directeur de publication : Michaël Karpenschif, Professeur agrégé de droit public, Directeur du Centre d'Études Européennes | **Réalisation, édition, photographies (sauf mention expresse)** : Véronique Gervasoni, Ingénieur d'études, Responsable administrative et responsable d'édition de l'EDIEC.

Université Jean Moulin-Lyon 3 – Faculté de Droit

Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC, EA 4185

Centre d'Études Européennes – 15 quai Claude Bernard, BP 0638, 69239 Lyon Cedex 02 – **Courriel** : cee@univ-lyon3.fr

Tél. : ++ 00 / 33 478 787 251 – **Web** : <http://cee.univ-lyon3.fr>.

CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES

Rapport d'activité 2016

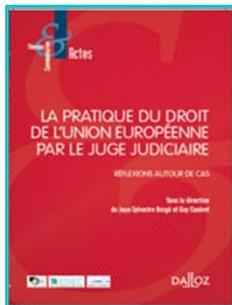
SOMMAIRE

1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES	5
1.1. Monographies	5
1.2. Collection « Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 » – Bruylant	6
1.3. Directions éditoriales des membres du CEE	7
1.4. Articles / Études / Contributions à des ouvrages collectifs	8
1.5. Comptes rendus d'ouvrages	21
2. OPÉRATIONS SCIENTIFIQUES : SUIVI 2015 ET ORGANISATION 2016	23
2.1. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences	23
2.1.1. Suivi 2016 des opérations organisées en 2015	23
2.1.2. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences organisés en 2016	25
2.2. Communications à des colloques, journées d'études, conférences et séminaires	27
3. ORGANISATION ET VIE DU CEE	30
3.1. Contrat quinquennal 2016-2020	30
3.2. Soutenances de thèses	31
3.3. Prix, distinctions et nominations	31
3.4. Support pour les masters et les doctorats en droit européen	31
3.5. Soutien au concours de plaidoiries en droit européen <i>European Law Moot Court Competition</i>	32
3.6. Documentation scientifique	33
3.7. Site web du CEE	34
3.8. Moyens financiers	35
ANNEXES	36
MEMBRES DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES (CEE)	37
ÉVALUATION DU HCERES 2016-2020 SUR NOTRE UNITÉ ET RÉPONSE DE L'ÉTABLISSEMENT	38

1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

Les membres statutaires du Centre d'Études Européennes et les enseignants-chercheur associés (cf. *Annexe*, p. 36) ont collaboré à la rédaction des ouvrages et des contributions qui suivent.

1.1. Monographies



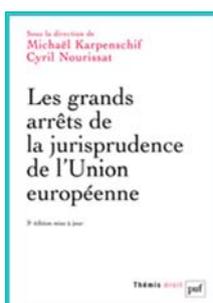
BERGÉ (J.-S.), avec G. Canivet / dir. – *La pratique du droit de l'Union européenne par le juge judiciaire. Réflexions autour de cas.* – Paris : Dalloz, 2016. – 227 p.



CARPANO (E.), avec M. Chastagnaret, E. Mazuyer / dir. – *La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE.* – Bruxelles : Larcier, 2016. – 380 p.



DEBARD (Th.), avec S. Guinchard / dir. – *Lexique des termes juridiques 2016-2017.* – 24^e éd. – Paris : Dalloz, 2016. – 1176 p.



KARPENSCHIF (M.), **NOURISSAT (C.)** / dir. – *Les Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne.* – 3^e éd. mise à jour. – Paris : PUF, 2016. – 668 p.

1.2. Collection « Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 » – Bruylant

N° 9. – *Les transitions énergétiques dans l'Union européenne* / dir. B. Le Baut-Ferrarese. – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 266 p.

N° 8. – *Réalisations et défis de l'Union européenne. Droit-politique-économie. Mélanges en hommage à Panayotis Soldatos* / préface de Christian Philip. – Bruxelles : Bruylant, 2012. – 609 p.

N° 7. – *Le revirement de jurisprudence en droit européen* / dir. É. Carpano ; préface de Michaël Karpenschif. – Bruxelles : Bruylant, 2012. – 430 p.

N° 6. – *La directive « services », en principe(s) et en pratique* / dir. Ch. Ferrari-Breur ; préface de Michel Barnier. – Bruxelles : Bruylant, 2011. – 301 p.

N° 5. – *Quelle relance de la construction européenne ?* / dir. Ch. Philip, P. Soldatos. – Bruxelles : Bruylant, 2008. – 258 p.

N° 4. – *La Convention sur l'avenir de l'Europe* / dir. Ch. Philip, P. Soldatos. – Bruxelles : Bruylant, 2004. – 236 p.

N° 3. – *La défense européenne* / dir. J. Le Morzellec, Ch. Philip. – Bruxelles : Bruylant, 2003. – 274 p.

N° 2. – *Les effets des jugements nationaux dans les autres États membres de l'Union européenne.* – Bruxelles : Bruylant, 2001. – 250 p.

N° 1. – *Les procédures de révision des traités communautaires.* – Bruxelles : Bruylant, 2001. – 164 p.



1.3. Directions éditoriales des membres du CEE

Jean-Sylvestre BERGÉ

- Membre du Conseil scientifique de la revue *Droit de l'immatériel* (Lamy).
- Membre du Comité de rédaction de la *RTD Eur.* (Dalloz).
- Coordinateur de la chronique EDIEC trimestrielle « Comptes rendus d'ouvrages », *RTD Eur.* (Dalloz), depuis 2011.
- Membre du Comité de rédaction de la *Revue internationale de droit comparé* (Société de Législation Comparée).
- Membre de l'Advisory Board, *Spanish Yearbook of International Law*.
- Membre du Comité scientifique de la Fondation Varenne (spécialité Droit européen).
- Co-responsable de la chronique de droit européen des contrats (UE – CEDH), *Revue des contrats* (LGDJ ; depuis 2003).
- Responsable de la chronique annuelle « Interactions du droit international et européen », *Journal du droit international* (LexisNexis ; depuis 2009).
- Coordinateur de la Chronique EDIEC annuelle « Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne », *RTD Eur.* (Dalloz), depuis 2012.
- Directeur de collection aux éditions Dalloz.

Éric CARPANO

- Membre du Conseil scientifique de la *Revue Lamy Droit des affaires (RLDA)*
- Directeur scientifique de la Chronique « Droit européen du marché intérieur », *Revue Lamy Droit des affaires (RLDA)*, depuis 2012.

Christine FERRARI-BREUR

- Codirectrice scientifique de la revue *Juris Art etc.* (Dalloz).

Michaël KARPENSCHIF

- Directeur de la collection « Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 » (Bruylant).
- Codirecteur scientifique de l'hebdomadaire *La Semaine juridique*, éd. Administrations et collectivités territoriales, *JCP A* (LexisNexis).
- Membre du Comité de rédaction du mensuel *ACCP (Contrats publics. L'actualité de la commande et des contrats publics)*, Le Moniteur).

Gaëlle MARTI

- Membre du comité de rédaction de la revue *Civitas Europa*.
- Directrice de la Chronique « Étrangers » de la revue *La Semaine juridique*, éd. Administrations et Collectivités territoriales.

Hélène SURREL

- Titulaire de la chronique trimestrielle « Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH », *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*.
- Co-direction, avec C. Maubernard, de la chronique de jurisprudence annuelle « Les juridictions de l'Union européenne et les droits fondamentaux », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*.

1.4. Articles / Études / Contributions à des ouvrages collectifs

BERGÉ (J.-S.).

- « Le non-rapprochement des droits dans le contexte de l'UE comme hypothèse de concurrence normative : apports de l'économie et du droit » (avec S. Harnay), p. 37-56 in : *La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE* / dir. E. Carpano, M. Chastagnaret, E. Mazuyer. – Bruxelles : Larcier, 2016. – 380 p.
- La sphère des données et le droit : nouvel espace, nouveaux rapports aux territoires (avec S. Grumbach). – *JDI* 2016/4, Variétés 6, p. 1153-1173 ; available as SSRN : The Datasphere and the Law: New Space, New Territories (Nov. 25, 2016): <https://ssrn.com/abstract=2868904>.
- Du manuel au traité : une double expérience d'écriture autour du droit européen. – *ADUE* 2015, éd. Panthéon-Assas 2016, p. 3-11.
- « Enrichir les rapports entre ordres juridiques par les rapports de mise en œuvre », p. 593-604 in : *Les rapports entre ordres juridiques* / dir. B. Bonnet. – Paris : LGDJ, 2016.
- « Évocation du système bancaire européen à travers les trois générations de droit européen », p. 49-55 in : *Liber Amicorum Blanche Soussi. L'Europe bancaire, financière et monétaire* / dir. F. Ferrand. – Paris : Revue-Banque Edition, 2016. – 455 p.
- Comm. de CJCE, 4 nov. 1997, *Dior 1*, aff. C-337/95. – *GAJUE* / dir. M. Karpenschif, C. Nourissat, 3^e éd., 2016, comm. n° 54, p. 254-260.
- Comm. de CJCE, 23 avr. 2009, *Dior 2*, aff. C-59/08. – *GAJUE* / dir. M. Karpenschif, C. Nourissat, 3^e éd., 2016, comm. n° 92, cjt avec n° 54, sous n° 54, p. 254-260.
- La langue des documents contractuels et le droit de l'UE. – *Rev. des contrats*, n° 2016/4.
- Orientations interprétatives de la Commission sur la législation UE relative aux droits des passagers aériens. – *Rev. des contrats*, n° 2016/4.
- L'ELSJ sous tension d'une circulation totale au-delà du contrôle. – publié sur www.gdr-elsj.eu, oct. 2016
- We need new laws to regulate the world's newest frontier: the datasphere (with S. Grumbach), oct. 2016, <http://theconversation.com/we-need-new-laws-to-regulate-the-worldsnewest-frontier-the-datasphere-66458>.
- Les principes de l'Espace de liberté, sécurité, justice. Introduction (avec H. Labayle). – *RTD Eur.* 2016/3, p. 589-609
- La question de l'équivalence du droit international et du droit européen, in chronique « Interactions du droit international et européen » (avec S. Touzé). – *JDI* 3/2016, chr. 6, p. 983-1008.
- « Border Crossing Phenomena and the Law: Which Method? » (July 6, 2016). Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=2805545>.
- Le spectre de l'harmonisation totale ou le vieux rêve du jeune droit européen. – *Rev. des contrats* 2016/2, p. 340-341.
- Remarques sur l'acte juridique en droit européen. – *Rev. des contrats* 2016/2, p. 341-342.
- « Ce que rendre compte d'une année (2015) de jurisprudence judiciaire française intéressant le droit l'Union européenne veut dire », p. 1-2 in : *Chr. Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne* / dir. J.-S. Bergé. – *RTD Eur.* 2016/2.
- « Avotins ou le calme qui couve la tempête ». – publié sur www.gdr-elsj.eu, mai 2016.

- « De l'affaire *Blood* à l'affaire *Gomez-Turri*, la circulation comme voie de passage d'un contexte de droit européen à un autre ». – publié sur www.gdr-elsj.eu, juin 2016. Insémination post-mortem sans frontières. – publié sur <https://theconversation.com/fr>, juin 2016.
- « L'espace de liberté, sécurité, justice en 2015/2016 : retour sur une année d'intersections / The freedom, security and justice area in 2015/2016: review of a year of intersections » – GDR CNRS ELSJ, 2016. – publié sur www.gdr-elsj.eu, juin 2016.
- Operating the law in a global context: the multidimensional comparison. – *Revista da Faculdade de Direito* – Universidade de São Paulo 2015, issue 110, p. 513-543.
- La complémentarité du droit national, international et européen : perspectives pour les individus. – *European Review of Private Law* (special issue in honor of Pr A. Hartkamp – R. Zimmermann et C. Sieburgh, eds), 2016, vol. 24, issue 3-4, p. 373-392.
- A Need of Law? About a Long Term Research on a New Legal Concept: « Full Movement Beyond Control » (May 9, 2016). Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=2777653>.
- Legal Thinking as an International Private Standard of the Law (June 22, 2016). Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=2799200>.
- « Allocution d'ouverture », p. 1-5 in : *La pratique du droit de l'Union européenne par le juge judiciaire. Réflexions autour de cas* / dir. J.-S. **Bergé**, G. Canivet. – Paris : Dalloz, 2016. – 227 p.
- Le fait de circulation interterritoriale : la méthode du juriste en question. – *JDI* 2016, n° 1, p. 61-77.
- Applied Global Legal Pluralism (in collaboration with G. Helleringer). – [Montesquieu Law Review](http://www.montesquieu-lawreview.com) 2016, Issue 1.
- « Introductory remarks on legal certainty: the approach of French and European law », p. 37-49 in : *Legal Certainty in Real Estate Transactions* / B. du Marais, M.-F. Nicolas eds. – Anvers : Intersentia, 2016.
- « Les sources externes et la pratique judiciaire de la coutume Kanak en Nouvelle-Calédonie », Rapport thématique, 10 p. in : *La pratique judiciaire de la coutume Kanak en Nouvelle-Calédonie* / coord. E. Cornut, P. Deumier. – Paris : Mission de recherche Droit et Justice (GIP Justice), 2016.

CARDON (M.).

- Comm. de CJCE, 25 nov. 1971, *Béguelin Import Co. c/ SAGL Import Export*, aff. 22/71. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 7, p. 35-47.
- Comm. de CJCE, 12 déc. 1972, *International Fruit Company NV e.a. c/ Produktschap voor Groenten en Fruit*, aff. jtes 21 à 24/72. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 8, p. 47-58.
- Comm. de CJCE, 17 févr. 1993, *Christian Poucet c/ AGF et Caisse mutuelle régionale du Languedoc-Roussillon et Daniel Pistre c/ Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans de Clermont-Ferrand*, aff. jtes C-159/91 et C-160/91. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 41, p. 220-226.
- Comm. de CJCE, 10 mars 1998, *Allemagne c/ Conseil*, aff. C-122/95. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 57, p. 269-275.
- Comm. de CJCE, 31 mars 1998, *France et Société commerciale des potasses et de l'azote (SCPA) et Entreprise minière et chimique (EMC) c/ Commission* (« Kali und Salz

- »), aff. jtes C-68/94 et C-30/95. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 58, p. 275-293.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 10 juill. 2008, *Bertelsmann AG et Sony Corporation of America c/ Independent Music Publishers and Labels Association (Impala)*, aff. C-413/06 P. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 87, cjt avec n° 58, p. 275-293.

CARPANO (É.).

- « Présentation générale » (avec M. Chastagnaret, E. Mazuyer), p. 11-14 in : *La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE* / dir. É. **Carpano**, M. Chastagnaret, E. Mazuyer. – Bruxelles : Larcier, 2016. – 380 p.
- « Introduction. La concurrence réglementaire entre law shopping et dérégulation compétitive », p. 79-94 in : *La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE* / dir. E. **Carpano**, M. Chastagnaret, E. Mazuyer. – Bruxelles : Larcier, 2016. – 380 p.
- « La mise en oeuvre du droit international par les régions : perspectives de droit européen et comparé », p. 177-191 in : *Le rôle des régions dans la coopération internationale transfrontalière. L'expérience franco-italienne* / dir. S. **Doumbé-Billé**, A. Oddenino. – Naples : Editoriale Scientifica, 2016. – 334 p.
- Comm. de CJCE, 15 juill. 1963, *Entreprise Plaumann & Co c/ Com.*, aff. 25/62. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 2, p. 11-16.
- Comm. de CJCE, 1^{er} juill. 1969, *Com. c/ Italie*, aff. 24/68. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 5, p. 27-31.
- Comm. de CJCE, 11 juill. 1974, *Procureur du Roi c/ Benoît et Gustave Dassonville*, aff. 8/74. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 13, p. 80-85.
- Comm. de CJCE, 20 févr. 1979, *Rewe-Zentral AG c/ Bundesmonopolverwaltung für Branntwein (Cassis de Dijon)*, aff. 120/78. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 21, p. 113-120.
- Comm. de CJCE, 26 févr. 1986, *M.H. Marshall c/ Southampton and South-West Hampshire Area Health Authority*, aff. 152/84. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 30, p. 160-166.
- Comm. de CJCE, 23 avr. 1986, *Parti écologiste « Les Verts » c/ Parlement européen*, aff. 294/83. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 31, p. 166-173.
- Comm. de CJCE, 24 nov. 1993, *Procédure pénale c/ Bernard Keck et Daniel Mithouard*, aff. jtes C-267/91 et C-268/91. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 44, p. 234-240.
- Comm. de CJCE, 22 oct. 2002, *Roquette Frères SA c/ DGCCRF*, aff. C-94/00. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 68, p. 356-362.
- Comm. de CJCE, 14 oct. 2004, *Omega Spielhallen- und Automatenaufstellungs-GmbH c/ Oberbürgermeisterin der Bundesstadt Bonn*, aff. C-36/02. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 75, p. 390-396.
- L'interdiction des taxes d'effet équivalant à des droits de douanes dans l'Union européenne : bilan jurisprudentiel. – *Rev. eur. et intern. de droit fiscal* 2016/2, p. 216.
- « L'obligation de motivation des actes unilatéraux en droit de l'Union européenne ». – [Journal du droit administratif \(JDA\)](#), 2016, Art. 74.
- Régulation et dérégulation compétitive dans l'Union européenne. – *RLDA* 2016/116, Repères n° 5932, p. 21-27.

- « *Keck et Mithouard* et le commerce des boissons alcoolisées : à propos de deux arrêts opposés de la Cour de justice. CJUE, 23 déc. 2015, *Scotch Whisky Association e.a.*, aff. C-333/14, EU:C:2015:845 ; CJUE, 12 nov. 2015, *Valev Visnapuu*, aff. C-198/14, EU:C:2015:751 », p. 44-46 in : Chr. CEE Droit européen du marché intérieur / dir. É. **Carpano**. – RLDA 2016/112, Repères n° 5850.

CARPANO (E.), ROBERT (L.). – « Sources du droit international – Les traités – Effets des traités : applicabilité et application des normes conventionnelles en droit de l'Union européenne ». – *JurisClasseur Droit international*, Fasc. 35, à paraître.

CRAVAREZZA (A.). – « Principe de neutralité technologique et liberté des États de définir un SIEG : le compromis apparent du TUE. Note ss Trib. UE, 26 nov. 2015, *Albertis Telecom c/ Commission*, aff. T-541/13 ; Trib. UE, 26 nov. 2015, *Navarra de Servicios y Tecnologías c/ Com.*, aff. T-487/13 ; Trib. UE, 26 nov. 2015, *Comunidad Autónoma de Cataluña c/ Com.*, aff. T-465/13 ; Trib. UE, 26 nov. 2015, *Comunidad Autónoma de Galicia c/ Com.*, aff. T-436/13 ; Trib. UE, 26 nov. 2015, *Comunidad Autónoma del País Vasco c/ Com.*, aff. T-462/13 ; Trib. UE, 26 nov. 2015, *Espagne c/ Com.*, aff. T-461/13 », p. 42-44 in : Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. É. **Carpano**. – RLDA 2016/112, Repères n° 5849.

DEBARD (Th.).

- Comm. de CJCE, 5 févr. 1963, *NV Algemene Transport en Expeditie Onderneming Van Gend en Loos c/ Administration fiscale néerlandaise*, aff. 26/62. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 1, p. 7-10.

- Comm. de CJCE, 15 juill. 1964, *Flaminio Costa c/ ENEL*, aff. 6/64. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 3, p. 17-21.

- Comm. de CJCE, 31 mars 1971, *Com. c/ Conseil (Accord européen sur les transports routiers, AETR)*, aff. 22/70. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 6, p. 31-34.

- Comm. de CJCE, 9 mars 1978, *Administration des finances de l'État c/ SA Simmenthal*, aff. 106/77. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 19, p. 105-108

- Comm. de CJCE, 19 nov. 1991, *Andrea Francovich et Danila Bonifaci e.a. c/ Italie*, aff. jtes C-6 et 9/90. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 39, p. 206-215.

- Comm. de CJCE, 5 mars 1996, *Brasserie du Pêcheur c/ Allemagne et The Queen c/ Secretary of State for Transport, ex parte Factortame e.a.*, aff. jtes C-46 et 48/93. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. 50, cjt avec n^{os} 39 et 71, sous n° 39, p. 206-215.

- Comm. de CJCE, 4 juill. 2000, *Laboratoires pharmaceutiques Bergaderm SA c/ Com.*, aff. C-352/98 P. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 63, p. 331-336.

- Comm. de CJCE, 30 sept. 2003, *Köbler c/ Autriche*, aff. C-224/01. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 71, cjt avec les n^{os} 39 et 50, sous n° 39, p. 206-215.

- Comm. de CJUE, Ass. plén., 27 nov. 2012, *Thomas Pringle c/ Gouvernement de l'Irlande*, aff. C-370/12. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016,

comm. n° 100, p. 485-496.

- Comm. de CJUE, Gde Ch., 16 juin 2015, *Peter Gauweiler c/ Deutscher Bundestag*, aff. C-62/14. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 119, cjt avec n° 100, sous n° 100, p. 485-496.

DOSSAN (G.-L.). – The evolution of the west african regional integration process. – *The Federalist Debate*, Nr. 3, Nov. 2016, p. 28-30.

DURAND (E.). – « Concurrence normative et environnement : un panneau solaire sous les nuages », p. 153-170 in : *La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE* / dir. E. **Carpano**, M. Chastagnaret, E. Mazuyer. – Bruxelles : Larcier, 2016. – 380 p.

FALAISE (M.).

- Le droit de disposer du corps de son animal. – *Rev. sem. droit animalier* 2016/1, p. 389-398.

- « Mobilisation de la société et des États », in : *Révolutions animales*. – Paris : Les Liens qui libèrent, oct. 2016.

- « L'offre de formation juridique universitaire en France : la spécificité du DUT Carrières juridiques », in : *Jahrbuch der Rechtsdidaktik* / dir. B. Bergmans. – Berlin : Berliner Wissenschafts Verlag, 2016.

FERRARI-BREEUR (Ch.).

- « Libre circulation des étudiants : une concurrence normative limitée », p. 139-152 in : *La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE* / dir. E. **Carpano**, M. Chastagnaret, E.

Mazuyer. – Bruxelles : Larcier, 2016. – 380 p.

- Comm. de CJCE, 21 juin 1974, *Jean Reyners c/ État belge*, aff. 2/74. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 12, p. 74-80.

- Comm. de CJCE, 17 déc. 1980, *Com. c/ Belgique*, aff. 149/79. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 23, p. 127-130.

- Comm. de CJCE, 13 févr. 1985, *Françoise Gravier c/ Ville de Liège*, aff. 293/83. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 28, p. 151-156.

- Comm. de CJCE, 31 mars 1993, *Dieter Kraus c/ Land Baden-Württemberg*, aff. C-19/92. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 42, cjt avec n^{os} 12 et 47, sous n° 12, p. 74-80.

- Comm. de CJCE, 30 nov. 1995, *Reinhard Gebhard c/ Consiglio dell'ordine degli Avvocati e procuratori di Milano*, aff. C-55/94. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 47, cjt avec n^{os} 12 et 42, sous n° 12, p. 74-80.

- Comm. de CJCE, 17 sept. 2002, *Baumbast et R. c/ Secretary of State for the Home Department*, aff. C-413/99. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 67, p. 350-356.

- Comm. de CJCE, 9 sept. 2003, *Isabel Burbaud c/ Ministère de l'Emploi et de la Solidarité*, aff. C-285/01. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 70, p. 368-372.

- Comm. de CJCE, Gde Ch., 4 juill. 2006, *Konstantinos Adelener e.a. c/ Ellinikos Organismos Galaktos (ELOG)*, aff. C-212/04. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 81, p. 422-427.

- Comm. de CJCE, Gde Ch., 12 sept. 2006, *Royaume d'Espagne c/ Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*, aff. C-145/04. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 82, cjt avec n° 83, p. 427-433.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 12 sept. 2006, *M.G. Eman et O.B. Sevinger c/ College van burgmeester en wethouders van Den Haag*, aff. C-300/04. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 83, p. 427-433.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 18 nov. 2008, *Jacqueline Förster c/ Hoofddirectie van de Informatie Beheer Groep*, aff. C-158/07. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 89, cjt avec n° 28, p. 151-156.

GRANGEON (J.). – « Complicité d'infraction en droit européen de la concurrence : sanction d'une société de conseil ayant coordonné une entente. Note ss CJUE, 22 oct. 2015, aff. C-194/14 P, EU:C:2015:717 », p. 40-42 in : Chr. CEE Droit européen du marché intérieur / dir. É. **Carpano**. – RLDA 2016/112, Repères n° 5848.

KARPENSCHIF (M.)

- La publicité, pour quoi faire ? – ACCP, 1^{er} déc. 2016.
- « Aides d'État et concurrence fiscale », p. 313-332 in : *La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE* / dir. E. **Carpano**, M. Chastagnaret, E. Mazuyer. – Bruxelles : Larcier, 2016. – 380 p.
- Chr. Droit des aides d'État (avec J.-L. Sauron). – Décisions du 1^{er} mai au 31 août 2016. – JCP A n° 46, 21 nov. 2016, p. 12-18.
- Comm. de CJCE, 12 juill. 1973, *Commission c/ Allemagne*, aff. 70/72. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 10, p. 63-67.
- Comm. de CJCE, 21 nov. 1991, *Féd. nat. du commerce extérieur des produits alimentaires et Synd. nat. des négociants et transformateurs de saumon c/ France* (« Saumon »), aff. C-354/90. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 40, p. 215-220.
- Comm. de CJCE, 19 mai 1993, *Procédure pénale c/ Paul Corbeau*, aff. C-320/91. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 43, p. 226-234
- Comm. de CJCE, 27 avr. 1994, *Commune d'Almelo e.a. c/ NV Energiebedrijf Ijsselmij*, aff. C-393/92. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 45, conjoint avec n° 43, sous n° 43, p. 226-234.
- Comm. de CJCE, 17 sept. 1997, *Dorsch Consult Ingenieurgesellschaft mbH c/ Bundesbaugesellschaft Berlin mbH*, aff. C-54/96. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 53, p. 248-254.
- Comm. de CJCE, 15 janv. 1998, *Mannesmann Anlagenbau Austria AG e.a. c/ Strohal Rotationsdruck GesmbH*, aff. C-44/96. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 55, p. 260-265.
- Comm. de CJCE, 18 nov. 1999, *Teckal Srl c/ Comune di Viano et Azienda Gas-Acqua Consorziata (AGAC) di Reggio Emilia*, aff. C-107/98. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 61, p. 315-320.
- Comm. de CJCE, 7 déc. 2000, *Telaustria Verlags GmbH et Telefonadress GmbH c/ Telekom Austria AG*, aff. C-324/98. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 64, p. 336-341.
- Comm. de CJCE, 13 mars 2001, *PreussenElektra AG c/ Schlesweg AG*, aff. C-379/98. – GAJUE / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 66, p. 344-350.

- Comm. de CJCE, 24 juill. 2003, *Altmark Trans GmbH et Regierungspräsidium Magdeburg c/ Nahverkehrsgesellschaft Altmark GmbH*, aff. C-280/00. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 69, p. 363-368.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 9 juin 2009, *Comm. c/ Allemagne (« Ville de Hambourg »)*, aff. C-480/06. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 95, p. 458-462.
- Les SEML peuvent-elles être in house ? – *JCP A* n° 39, 3 oct. 2016, p. 16-21.
- Chr. Droit des aides d'État. Décisions de janvier à avril 2016 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2016. 2219.
- « L'intérêt du contrat de partenariat par rapport aux partenariats public-privé institutionnalisés (PPPI) », p. 259-274 in : *Du contrat de partenariat au marché de partenariat* / dir. L. Rapp, S. Regourd. – Actes du colloque de l'Université de Toulouse, 25-26 sept. 2014. – Bruxelles : Bruylant, 2016. – 376 p.
- Les occupations privatives du domaine public : la longue marche vers la mise en concurrence de la délivrance des titres d'occupation domaniale (avec W. Salamand). – *Le Moniteur – Contrats publics* févr. 2016, n° 162, p. 29-34.

LE BAUT-FERRARESE (B.).

- Comm. de CJCE, 16 déc. 1976, *Rewe-Zentralfinanz eG et Rewe-Zentral AG c/ Landwirtschaftskammer für das Saarland*, aff. 33/76. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 17, conjoint avec n° 18, sous n° 18, p. 95-104.
- Comm. de CJCE, 16 déc. 1976, *Comet BV c/ Produktschap voor Siergewassen*, aff. 45/76. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 18, p. 95-104.
- Comm. de CJCE, 6 mai 1980, *Commission c/ Belgique*, aff. 102/79. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 22, p. 121-126.
- Comm. de CJCE, 9 nov. 1983, *Administration des finances de l'État italien c/ SpA San Giorgio*, aff. 199/82. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 26, p. 141-146.
- Comm. de CJCE, 19 juin 1990, *The Queen c/ Secretary of State for Transport*, ex parte : *Factortame Ltd e.a. (Factortame)*, aff. C-213/89. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 35, p. 183-187.
- Comm. de CJCE, 21 févr. 1991, *Zuckerfabrick Süderdithmarschen AG c/ Hauptzollamt Itzehoe et Zuckerfabrik Soest c/ Hauptzollamt Paderborn*, aff. jtes C-143/88 et C-92/89. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 36, p. 187-192.
- Comm. de CJCE, 11 juill. 1991, *A. Verholen e.a. c/ Sociale Verzekeringsbank Amsterdam*, aff. C-87/90 à C-89/90. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 38, p. 196-206.
- Comm. de CJCE, 9 nov. 1995, *Atlanta Fruchthandelsgesellschaft mbH e.a. c/ Bundesamt für Ernährung und Forstwirtschaft*, aff. C-465/93. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 46, cjt avec n° 36, sous n° 36, p. 187-192.
- Comm. de CJCE, 14 déc. 1995, *Peterbroeck, Van Campenhout & Cie SCS c/ État belge*, aff. C-312/93. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 48, cjt avec n°s 38 et 49, sous n° 38, p. 196-206.
- Comm. de CJCE, 14 déc. 1995, *Jeroen van Schjndel et Johannes Nicolaas Cornelis van Veen c/ StichtingPensioenfonds voor Fysiotherapeuten*, aff. jtes C-430/93 et C-431/93.

- *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 49, cjt avec n°s 38 et 48, sous n° 38, p. 196-206.
- Comm. de CJCE, 15 sept. 1998, *Edilizia Industriale Siderurgica Srl (Edis) c/ Ministero delle Finanze*, aff. C-231/96. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 59, p. 293-299.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 8 mars 2011, *Lesoochranárske zoskupenie (« Zoskupenie »)*, aff. C-240/09. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 97, p. 467-474.
- Collectivités territoriales et production d'énergie renouvelable. – *JCP A* 2016. 2278.
- « Contrôle de la légalité procédurale des aides d'État : quel office pour la Cour de cassation ? », p. 2-11 in : *Chr. Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne* / dir. J.-S. **Bergé**. – *RTD Eur.* 2016/2.
- « L'opposabilité du droit de l'Union européenne à l'État devant la Cour de cassation », p. 9-28 in : *La pratique du droit de l'Union européenne par le juge judiciaire. Réflexions autour de cas* / dir. J.-S. **Bergé**, G. Canivet. – Paris : Dalloz, 2016. – 227 p.

LEKKOU (E.).

- Comm. de CJCE, 6 oct. 1982, *Srl CILFIT et Lanificio di Gavardo SpA c/ Ministère de la Santé*, aff. 283/81. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 24, p. 131-136.
- Comm. de CJCE, 7 févr. 1985, *Procureur de la République c/ Association de défense des brûleurs d'huiles usagées (ADBHU)*, aff. C-240/83. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 27, p. 146-150.
- Comm. de CJCE, 22 oct. 1987, *Foto-Frost c/ Hauptzollamt Lübeck-Ost*, aff. 314/85. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 33, p. 177-183.

MARTI (G.).

- « Les droits fondamentaux et la politique commune en matière d'asile », p. 317-349 in : *Politiques de l'Union européenne et droits fondamentaux. Actes des Treizièmes Journées Jean Monnet* / dir. L. Solis-Potvin. – Bruxelles : Bruylant, 2016.
- Le *Brexit* à l'aune de la citoyenneté européenne. – *RUE* n° 602/2016 (n° spécial *Brexit*), p. 533-536.
- Saturation des capacités d'accueil des mineurs isolés étrangers : obligations du département et office du juge des référés. – *JCP A* 2016. 2328.
- Prise en compte possible du dossier d'un tiers par l'OFPRA. – *JCP A* 2016. 2327.
- Soumission du pouvoir de régularisation du préfet soumis au contrôle restreint. – *JCP A* 2016. 2326.
- Handicap et statut de résident longue durée. – *JCP A* 2016. 2325.
- Obligation d'informer l'étranger de la possibilité de communiquer avec le HCR. – *JCP A* 2016. 2324.
- La privation des prestations familiales en cas de refus de regroupement familial n'est pas contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant. – *JCP A* 2016. 2323.
- Principe d'unité de la famille et octroi du statut de réfugié. – *JCP A* 2016. 2322.
- Les obligations de la CNDA à l'égard des parties en cas de moyen relevé d'office. – *JCP A* 2016. 2321.
- « Cas d'ouverture » du référé-liberté dirigé contre une obligation de quitter le

territoire. – *JCP A* 2016. 2320.

- Incidences contentieuses de la prolongation de la rétention par le juge judiciaire. – *JCP A* 2016. 2319.

- L'hébergement d'urgence des étrangers devant quitter le territoire : obligations à la charge de la collectivité et office du juge de l'urgence. Comm. ss CE, Sect., 13 juill. 2016, *Ministère des Affaires sociales et de la Santé*, n° 400074. – *JCP A* 2016. 2318.

- Comm. de CJUE, 28 avr. 2011, *El Dridi*, aff. C-61/11. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 98, p. 475-479.

- Comm. de CJUE, Gde Ch., 16 avr. 2013, *Espagne et Italie c/ Conseil*, aff. C-274/11 et C-295/11. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 104, p. 508-513.

- Le regroupement familial du ressortissant algérien titulaire de l'allocation aux adultes handicapés. – *JCP A* 2016. 2168.

- Réexamen de la demande d'asile en cas de transmission d'informations relatives au demandeur. – *JCP A* 2016. 2167.

- Annulation du refus d'autorisation de travail d'un ressortissant algérien surqualifié. – *JCP A* 2016. 2166.

- Regroupement familial impossible en cas de rupture de la vie commune des ressortissants algériens. – *JCP A* 2016. 2165.

- Quand la « jungle » de Calais s'invite au prétoire du juge du référé-liberté. – *JCP A* 2016. 2164.

- Déchéance de nationalité pour condamnation pénale en lien avec le terrorisme : rejet du référésuspension. – *JCP A* 2016. 2163.

- Droit à être entendu dans le cadre d'une procédure de réexamen d'une demande d'asile précédemment rejetée par l'OFPRA. – *JCP A* 2016. 2162.

- Inapplicabilité de la loi DCRA à la situation de l'étranger malade. – *JCP A* 2016. 2161.

- Incidences de l'absence de décision fixant le pays de destination sur le contentieux de l'éloignement et du placement en rétention. – *JCP A* 2016. 2160.

- L'ouverture – limitée – du prétoire du juge des référés à l'étranger retenu ou assigné en cas de changement de circonstances. Comm. CE, réf., 11 juin 2015, *Min. Intérieur c/ Khizaneishvili*, n° 390704. – *JCP A* 2016. Comm. 2076.

- Expulsion en urgence absolue de l'étranger atteint de troubles psychiatriques graves. Note ss CE, réf., 7 mai 2015, *Min. Intérieur c/ Ould Braham*, n° 389959. – *JCP A* 2016. Comm. 2077.

- Interprétation restrictive du droit à être entendu préalablement au placement en rétention. Note ss CE, 5 juin 2015, *Min. Intérieur c/ Ouda*, n° 375423. – *JCP A* 2016. Comm. 2078.

- Refus d'abroger un arrêté d'expulsion : contrôle normal du juge. Note ss CE, 5 juin 2015, *Hamioud*, n° 378130. – *JCP A* 2016. Comm. 2079.

- L'admission au séjour, « sésame » pour le dépôt d'une demande d'asile. Note ss CE, 17 juin 2015, *OFPRA*, n° 369021. – *JCP A* 2016. Comm. 2080.

- Condition d'obtention du RSA en cas d'illégalité du refus de titre. Note ss CE, 10 juill. 2015, n° 375886. – *JCP A* 2016. Comm. 2081.

- Le régime juridique restrictif des visas au titre de l'asile. Note ss CE, réf., 9 juill. 2015, *Min. Intérieur c/ MM Alkak*, n° 391392. – *JCP A* 2016. Comm. 2082.

- Validation de l'adaptation du Code des étrangers à Mayotte. Note ss CE, 22 juill. 2015, *GISTI e.a.*, req. n° 381550 et *CIMADE e.a.*, n° 383034. – *JCP A* 2016. Comm. 2083.

- Opérance du moyen tiré de l'atteinte à la vie familiale de la personne en voie d'extradition. Note ss CE, 9 oct. 2015, *Rubenyán*, n° 390479. – *JCP A* 2016. Comm. 2084.

- Dublin II : exigences procédurales en cas de prolongation du délai de transfert aux autorités de l'État responsable. Note ss CE, 21 oct. 2015, *Min. Intérieur c/ Satiashvili*, n° 391375. – *JCP A* 2016. 2085.

RAMI (K.). – La protection des données à caractère personnel lue à la lumière des principes de subsidiarité et de coopération. – [Le Bulletin de l'EDIEC](#), n° 2016/2, p. 7-11.

ROBERT (L.). – « Droit d'entrée et de séjour » (avec A. Panet), in : Chr. Vie priv. et fam. / dir. H. Fulchiron. – *JEDH* 2016/5, à paraître.

SOLDATOS (P.).

- « Le CETA et le défi d'une gouvernance européenne dans la globalisation ». – www.soldatos.net, 2 nov. 2016, 6 p.

- « Déficit politico-institutionnel d'une zone euro asymétrique », p. 229-239 in : *Liber Amicorum Blanche Soudi. L'Europe bancaire, financière et monétaire* / dir. F. Ferrand. – Paris : Revue-Banque Edition, 2016. – 455 p.

- « [Le Brexit, aboutissement logique d'une adhésion eurosceptique](#) ». – <http://www.fenetreurope.com>, 26 sept. 2016.

- « [Bratislava : d'un sommet à l'autre, c'est l'Europe qu'on décompose](#) ». – <http://www.fenetreurope.com>, 11 juill. 2016.

- « [Faiblesses structurelles de l'UE et urgence de resserrement-refondation](#) ». – www.fenetreurope.com et www.soldatos.net (édit., n° 2, 2016). – 30 mars 2016.

- « ["Brexit" ou le triomphe de l'Europe à la carte ? Dilemme cornélien ?](#) ». – <http://www.fenetreurope.com> et www.soldatos.net (édit., n° 1, 2016). – 27 janv. 2016.

SURREL (H.).

- La réforme d'un régime de pension ne peut s'affranchir de la prééminence du droit. Note ss Cour EDH, Gde Ch., 13 déc. 2016, *Bélané Nagy c/ Hongrie*, n° 53080/13. – *JCP G* 2016, act. 1424.

- Le droit d'accès à l'information enfin consacré. Note ss Cour EDH, Gde Ch., 8 nov. 2016, *Magyar Helsinki Bizottság c/ Hongrie*, n° 18030/11. – *JCP G* 2016, act. 1361.

- L'absence d'indemnisation d'une servitude d'urbanisme ne viole pas *ipso facto* le droit de propriété. Note ss Cour EDH, 6 oct. 2016, *Malfatto et Mieille c/ France*, n°s 40886/06 et 51946/07. – *JCP G* 2016, act. 1148.

- Chr. Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour EDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel* 2016, n° 53, p. 179-186.

- Comm. de CJCE, 14 mai 1974, *J. Nold, Kohlen und Baustoffgrosshandlung c/ Commission*, aff. 4-73. – *GAJUE* / dir. M. Karpenschif, C. Nourissat, 3^e éd., 2016, comm. n° 11, p. 67-73.

- Comm. de CJCE, 4 déc. 1974, *Yvonne Van Duyn c/ Home office*, aff. 41/74. – *GAJUE* / dir. M. Karpenschif, C. Nourissat, 3^e éd., 2016, comm. n° 14, p. 86-90.

- Comm. de CJCE, 15 juin 1978, *Gabrielle Defrenne c/ Société anonyme belge de navigation aérienne (Sabena)*, aff. 149/77. – *GAJUE* / dir. M. Karpenschif, C. Nourissat,

3^e éd., 2016, comm. n° 20, p. 108-113.

- Comm. de CJCE, 11 juill. 1985, *Cinéthèque SA e.a. c/ Féd. nat. des cinémas français*, aff. jtes 60/84 et 61/84. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 29, p. 156-160.

- Comm. de CJCE, 30 juill. 1996, *Bosphorus Hava Yollari ve Ticaret AS c/ Minister for Transport, Energy and Communications e.a.*, aff. C-84/95. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 51, p. 241-243.

- Comm. de CJCE, 26 juin 1997, *Vereinigte Familiapress Zeitungsverlagsund vertriebs GmbH c/ Heinrich Bauer Verlag (Familiapress)*, aff. C-368/95. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 52, p. 244-247.

- Comm. de CJCE, 17 févr. 1998, *Lisa Jacqueline Grant c/ South-West Trains Ltd*, aff. C-249/96. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 56, p. 265-269.

- Comm. de CJCE, Gde Ch., 27 juin 2006, *Parlement c/ Conseil*, aff. C-540/03. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 80, p. 417-422.

- Comm. de CJCE, Gde Ch., 18 déc. 2007, *Laval un Partneri Ltd c/ Svenska Byggnadsarbetareförbundet e.a. (Laval)*, aff. C-341/05. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 86, p. 437-441.

- Comm. de CJCE, Gde Ch., 3 sept. 2008, *Yassin Abdullah Kadi et Al Barakaat International Foundation c/ Conseil et Com. (Kadi)*, aff. jtes C-402/05 P et C-415/05 P. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 88, p. 441-445.

- Comm. de CJUE, 7 nov. 2013, *Minister voor Immigratie en Asiel c/ X, Y et Z*, aff. jtes C-199/12 à C-201/12. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 109, p. 523-527.

- Comm. de CJUE, Gde Ch., 18 mars 2014, *C.D. c/ S.T.*, aff. C-167/12. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 113, p. 543-547.

- Comm. de CJUE, Ass. plén., 18 déc. 2014, *Avis 2.13*. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 117, p. 567-571.

- Le « journalisme responsable » dans la jurisprudence récente de la Cour de Strasbourg in : *Chr. de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (2015)* / dir. F. Sudre. – *RDH* 2016. 1030-1037.

- « Égalité et non-discrimination » in : *Les juridictions de l'Union européenne et les droits fondamentaux. Chr. de jurisprudence (2015)* / dir. C. Maubernard, H. Surrel. – *RTDH* 2016. 692-699.

- Chr. Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel* 2016, n° 52, p. 155-163.

-- Chr. Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel* 2016, n° 51, p. 173-181.

- Critères de la mise en balance entre liberté de la presse et droits du prévenu. Note ss Cour EDH, Gde Ch., 29 mars 2016, *Bédard c/ Suisse*. – *JCP G* 2016, act. 507.

- Un député a le droit d'être entendu avant l'infliction d'une sanction disciplinaire. Note ss Cour EDH, Gde Ch., 17 mai 2016, *Karacsony e.a. c/ Hongrie*. – *JCP G* 2016, act. 624.

- La France de nouveau appelée au respect du « journalisme responsable ». Note ss Cour EDH, 21 janv. 2016, *De Carolis et FranceTélévisions c/ France*, n° 29313/10. – *JCP G* 2016, act. 166.

- Chr. Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, 2016, n° 50, p. 157-165.

VIENNOIS (J.-P.).

- Comm. de CJCE, 13 févr. 1969, *Walt Wilhelm e.a. c/ Bundeskartellamt*, aff. 14/68. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 4, p. 22-27.
- Comm. de CJCE, 21 févr. 1973, *Europemballage Corporation et Continental Can Company Inc. c/ Com.*, aff. 6/72. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 9, p. 59-63.
- Comm. de CJCE, 30 sept. 1987, *Meryem Demirel c/ Ville de Schwäbisch Gmünd*, aff. 12/86. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 32, p. 173-177.
- Comm. de CJCE, 23 avr. 1991, *Klaus Höfner et Fritz Elser c/ Macrotron*, aff. C-41/90. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 37, p. 192-196.
- Comm. de CJCE, 14 déc. 2000, *Masterfoods Ltd c/ HB Ice Cream Ltd*, aff. C-344/98. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 65, p. 341-344.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 19 mai 2009, *Apothekerkammer des Saarlandes e.a.*, aff. jtes C-171/07 et C-172/07. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 93, cjt avec n° 94, sous 94, p. 451-458.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 19 mai 2009, *Com. c/ Italie*, aff. C-531/06. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 94, p. 451-458.
- Comm. de CJUE, 11 sept. 2014, *Groupement des cartes bancaires (CB) c/ Comm.*, aff. C-67/13 P. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 116, p. 560-567.

WATHELET (M.).

- Comm. de CJCE, Gde Ch., 12 juill. 2005, *Com. c/ France*, aff. C-304/02. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 77, p. 403-407.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 13 déc. 2005, *Marks & Spencer plc c/ David Halsey (Her Majesty's Inspector of Taxes)*, aff. C-446/03. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 79, p. 411-417.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 26 févr. 2013, *Åklagaren c/ Hans Åkerberg Fransson*, aff. C-617/10. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 102, cjt avec n° 103, sous n° 103, p. 502-507.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 26 févr. 2013, *Melloni*, aff. C-399/11. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 103, p. 502-507.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 3 oct. 2013, *Inuit Tapiriit Kanatami e.a. c/ Parlement et Conseil*, aff. C-583/11 P. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 107, cjt avec n° 111, sous n° 111, p. 532-539.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 26 nov. 2013, *Groupe Gascogne c/ Com.*, aff. C-58/12 P. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 110, p. 528-532.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 19 déc. 2013, *Telefónica c/ Com.*, aff. C-274/12 P. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 111, p. 532-539.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 8 avr. 2014, *Digital Rights Ireland et Seitlinger e.a.*, aff. C-293/12 et C-594/12. – *GAJUE* / dir. M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**, 3^e éd., 2016, comm. n° 114, p. 547-552.

ZAMPINI (F.).

- « Utilisation des instruments de collaboration entre autorités nationales de concurrence et entre la Commission et le juge national pour l'application efficace des articles 101 et 102 TFUE », p. 28-31 in : Chr. Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne / dir. J.-S. **Bergé**. – *RTD Eur.* 2016/2.

- « L'application des articles 101 et 102 TFUE par la Cour de cassation et la Cour d'appel de Paris : autonomie sous influence... ou de l'utilité des moyens de collaboration entre la commission et le juge et de l'*amicus curiae* en particulier », p. 159-173 in : *La pratique du droit de l'Union européenne par le juge judiciaire. Réflexions autour de cas* / dir. J.-S. **Bergé**, G. Canivet. – Paris : Dalloz, 2016. – 227 p.

1.5. Comptes rendus d'ouvrages

BERGÉ (J.-S.).

- Compte rendu de Blandin (A.). – *La responsabilité du fait des lois méconnaissant des normes de valeur supérieure* / Kanetake (M.), Nollkaemper (A.) (eds). – *The Rule of Law at the National and International Levels: Contestations and Deference*, Dalloz, 2016. – 468 p. – ISBN : 9782247159505 / Hart, 2016. – 488 p. – ISBN : B01C8GU79W. – *RTD Eur.* 2016/4, p. I, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Eisenberg (T.), Ramello (G.B.). – *Comparative Law and Economics* / Frankenberg (G.). – *Comparative Law as Critique*. – Cheltenham : Edgar Elgar, 2016. – 512 p. – ISBN : 9780857932570 / Cheltenham : Edgar Elgar, 2016. – 288 p. – ISBN : 9781785363931. – *RTD Eur.* 2016/4, p. II, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Micklitz (H.W.), Wechsler (A.). – *The Transformation of Enforcement. European Economic Law in a Global Perspective*. – Oxford : Hart Publishing, 2016. – 424 p. – ISBN : 9781849468916. – *RTD Eur.* 2016/4, p. XI, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Neuvonen (P.J.). – *Equal Citizenship and Its Limits in EU Law*. – Oxford : Hart Publishing, 2016. – 232 p. – ISBN : 9781782258155. – *RTD Eur.* 2016/4, p. XI-XII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Van Calster (G.). – *European Private International Law* / Leible (S.) (ed.). – *General Principles of European Private International Law*. – Hart, 2nd ed., 2016. – 576 p. – ISBN : 9781849466721 / Kluwer Law International, 2016. – 418 p. – ISBN : 9789041159557. – *RTD Eur.* 2016/4, p. XII-XIII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Van Schagen (E.). – *The Development of European Private Law in a Multilevel Legal Order* / Hartkamp (A.). – *European Law and National Private Law. Effect of the EU Law and European Human Rights Law on Legal Relationship between Individuals*. – 2nd ed., Intersentia, 2016. – 667 p. – ISBN : 9781780683676 / Intersentia, 2016. – 300 p. – ISBN : 9781780683850. – *RTD Eur.* 2016/4, p. XIII-XIV, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Auvret-Finck (J.) /dir. – *Vers un partenariat transatlantique de l'Union européenne*. – Bruxelles : Larcier, 2015. – 352 p. – ISBN : 9782804483579. – *RTD Eur.* 2016/3, p. I, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Leczykiewicz (D.), Weatherill (St.). – *The Images of the Consumer in EU Law*. – Oxford : Hart Publishing, 2015. – 488 p. – ISBN : 9781849465441 et Bobek (M.), Prassl (J.). – *Air Passenger Rights*. – Oxford : Hart Publishing, 2016. – 400 p. – ISBN : 9781849468244. – *RTD Eur.* 2016/3, p. VII-VIII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Martineau (A.-C.). – *Le débat sur la fragmentation du droit international. Une analyse critique*. – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 612 p. – ISBN : 9782802752134. – *RTD Eur.* 2016/3, p. VIII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Schmitz (S.V.I.). – *The Struggle in Online Copyright Enforcement. Problems and Prospects*. – Oxford : Nomos/Hart, 2015. – 800 p. – ISBN : 9781509905669 et Frankel (S.), Gervais (D.J.). – *Advanced Introduction to International Intellectual Property*. – Cheltenham : Edward Elgar, 2016. – 144 p. – ISBN : 9781783470495. – *RTD Eur.* 2016/3, p. XI, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Tryfonidou (A.). – *Impact of Union Citizenship on the EU's Market*

Freedoms. – Oxford : Hart Publishing, 2016. – 288 p. – ISBN : 9781849461672. – *RTD Eur.* 2016/3, p. XIII-XIV, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

- Compte rendu de Adler-Nissen (R.). – *Opting Out of the European Union Diplomacy, Sovereignty and European Integration*. – Cambridge : Cambridge University Press, 2015. – 266 p. – ISBN : 978110761834. – *RTD Eur.* 2016/1, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

- Compte rendu de Castets-Renard (C.) / dir. – *Quelle protection des données personnelles en Europe ?* – Bruxelles : Larcier, 2015. – 190 p. – ISBN : 9782804476847 ; Grosjean (A.) / dir. – *Enjeux européens et mondiaux de la protection des données*. – Bruxelles : Larcier, 2015. – 466 p. – ISBN : 9782804477011 ; Debet (A.), Massot (J.), Metallinos (N.). – *Informatique et Libertés. La protection des données à caractère personnel en droit français et européen*. – Paris : Lextenso, 2015. – 1296 p. – ISBN : 9782359710939. – *RTD Eur.* 2016/1, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

- Compte rendu de Klamert (M.). – *Services Liberalization in the UE and WTO. Concepts, Standards and Regulatory Approaches*. – Cambridge : Cambridge University Press, 2014. – 356 p. – ISBN : 9781107034594. – *RTD Eur.* 2016/1, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

- Compte rendu de Van Ballegooij (W.). – *The Nature of Mutual Recognition in European Law*. – Anvers : Intersentia, 2015. – 402 p. – ISBN : 9781780683263. – *RTD Eur.* 2016/1, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

- Compte rendu de Hervé (A.). – *L'Union européenne et la juridictionnalisation du système de règlement des différends de l'OMC*. – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 642 p. – ISBN : 9782802739777. – *RTD Eur.* 2016/1, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

- Compte rendu de Basedow (J.). – *The Law of Open Societies. Private Ordering and Public Regulation in the Conflict of Laws*. – La Haye : Brill/Nijhoff, 2015. – 634 p. – ISBN : 9789004296800. – *RTD Eur.* 2016/1, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

- Compte rendu de Mathieu (B.). – *Directives européennes et conflits de lois. Préface D. Bureau*. – Paris : LGDJ, 2015. – 359 p. – ISBN : 9782275046389. – *RTD Eur.* 2016/1, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

– Compte rendu de Van Ballegooij (W.). – *The Nature of Mutual Recognition in European Law*. – Anvers : Intersentia, 2015. – 402 p. – ISBN : 9781780683263. – *RTD Eur.* 2016/1, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

KARPENSCHIF (M.). – Compte rendu de Peiffert (O.). – *L'application du droit des aides d'État aux mesures de protection de l'environnement*. – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 596 p. – ISBN : 978280274888. – *RTD Eur.* 2016/2, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

MARTI (G.).

- Compte rendu de Colavitti (R.). – *Le statut des collectivités infra-étatiques européennes. Entre organe et sujet*. – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 810 p. – ISBN : 97828027494551. – *RTD Eur.* 2016/2, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

- Compte rendu de Kosta (V.). – *Fundamental Rights in EU Internal Market Legislation*. – Oxford : Hart Publishing, 2015. – 384 p. – ISBN : 9781849467117. – *RTD Eur.* 2016/2, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

- Compte rendu de Nyman-Metcalf (K.), Papageorgiou (I.). – *Democracy through Regional Integration*. – Anvers : Intersentia, 2015. – 158 p. – ISBN : 9781780683621. – *RTD Eur.* 2016/2, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

2. OPÉRATIONS SCIENTIFIQUES : SUIVI 2015 ET ORGANISATION 2016

2.1. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences

2.1.1. Suivi 2016 des opérations organisées en 2015



19-20 novembre 2015 – UJML3, Amphithéâtre Huvelin *La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'Union européenne* Théorie et pratique(s)

Colloque international. – dir. sc. : **Éric Carpano** (Lyon 3), **Manuel Chastagnaret** (Aix-Marseille), **Emmanuelle Mazuyer** (CNRS-Lyon 2), **Lukasz Stankiewicz** (Lyon 3). Organisé par le **CEE**, en partenariat avec le CERCRID-ERDS (Lyon 2), le CERFF (Lyon 3), le CEFF (Aix-Marseille), ce colloque a obtenu le soutien de l'**EDIEC**, de l'**Université Jean Moulin Lyon 3**, de la **Ville de Lyon** et de la **Mission de recherche Droit et Justice**.



Les actes du colloque sont parus en novembre 2016 chez Larcier, dans la collection « Europe(s) ».

La libéralisation du commerce mondial, vecteur de globalisation, a entraîné une mise en concurrence des systèmes juridiques en laissant aux destinataires des règles, et en particulier les opérateurs économiques, la possibilité d'optimiser leur rattachement à un système juridique et donc leur soumission à un corpus normatif donné. La globalisation a créé un marché global du droit sans gouvernement mondial pour en assurer la régulation.

Au sein de l'Union européenne, cette concurrence des systèmes juridiques n'aurait pas dû être. Certes, l'intégration européenne vise à la libéralisation des échanges en créant un espace sans frontières à l'intérieur duquel les personnes, les services, les biens et les capitaux doivent pouvoir circuler sans restriction et discrimination. Mais en même temps, l'Union européenne dispose de compétences d'harmonisation visant à rapprocher les législations nationales. Autrement dit, les inconvénients résultant de la libéralisation auraient pu être compensés par une harmonisation des droits nationaux. Tel ne fut pas le cas. Non seulement cette harmonisation n'est que partielle, et certains domaines névralgiques (fiscalité, droit du travail, protection sociale) y échappent très largement, mais en plus les institutions de l'Union, au premier titre desquelles la Cour de justice, ont vu dans la concurrence normative entre les États, un instrument libéral d'intégration à l'instar de ce qui s'est passé aux États-Unis entre les États fédérés à partir des années 1930. La libre circulation permet aux opérateurs économiques de mettre en concurrence les systèmes juridiques qui y répondent, en l'absence d'harmonisation, en réduisant leur niveau de prélèvement ou de réglementation pour demeurer ou redevenir « compétitifs », au risque de fragiliser l'unité de l'intégration et la coopération loyale entre les États. Se développe ainsi une course vers le bas (« *race to the bottom* ») et émergent des pratiques de dumping social ou fiscal. Dans un contexte de crise économique, entretenant une crise budgétaire dans de nombreux États européens, on assiste à de

nouvelles demandes de régulation de ces pratiques.

Cet ouvrage a pour objet de mieux comprendre, dans le cadre de l'Union européenne, ce phénomène tant d'un point de vue théorique que pratique. Les contributions ici rassemblées se proposent d'identifier ce phénomène, d'en mesurer la portée et les possibilités de régulation dans les différents domaines du droit de l'Union (droit des sociétés, droit fiscal, droit social, libre circulation des personnes, environnement...). Il propose une étude de la mécanique de ces pratiques de concurrence normative en identifiant et déconstruisant les pratiques des opérateurs économiques. Une attention particulière est portée à la concurrence sociale et fiscale.

L'ouvrage rassemble les contributions de : Jean-Luc Albert, Jean-Sylvestre Bergé et Sophie Harnay, Ludovic Bernardeau, Éric Carpano, Manuel Chastagnaret, Mathieu Combet, Alexandre Defossez, Étienne Durand, Christine Ferrari-Breeur, Benoit Frydman, Michaël Karpenschif, Stéphane Lalanne, Sylvaine Laulom, Alexandre Maitrot de la Motte, Emmanuelle Mazuyer, José-Maria Miranda Boto, Marie-Ange Moreau, Lukasz Stankiewicz et Arnaud van Wayenberge.

2.1.2. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences organisés en 2016

11-14 février 2016 – Université d'Athènes
European Law Moot Court, finale régionale

Yassine Chattout, Maxime Jacob, Mathias Pousset et Georges Tirel, étudiants en M2 Droit européen des affaires, entraînés par Gaëlle Marti et Julie Grangeon, ont été qualifiés pour la finale régionale qui a lieu à Athènes, du 11 au 14 février 2016, au terme de laquelle ils se sont inclinés. L'European Law Moot Court est le concours de plaidoiries en droit européen le plus prestigieux au monde. Tous les ans, une centaine des meilleures universités participent à quatre finales régionales. Il s'agit d'un concours bilingue – français et anglais. Le CEE apporte à l'organisation du concours un soutien pédagogique et financier.

1^{er} avril 2016 – UJML3, Salle Chevreul 314
*L'influence du droit de l'Union européenne
sur le contrôle juridictionnel de constitutionnalité des lois*

Conférence CEE et IDEA de Constantin Th. Yannakopoulos (Associate Professor at Law Faculty University of Athens, f. Legal assistant at the European Court of Justice), Professeur invité à Lyon 3.



11-15 avril 2016, UJML3
Concours Habeas Corpus

Comme chaque année, le CEE et le CDI ont apporté à l'organisation du concours, créé et porté par l'Association pour la promotion interuniversitaire des droits de l'homme (APIDH), un soutien financier. Les équipes, venues de différentes universités françaises et étrangères, s'affrontent autour d'une affaire fictive mettant en scène la Convention européenne des droits de l'homme et sa pratique.



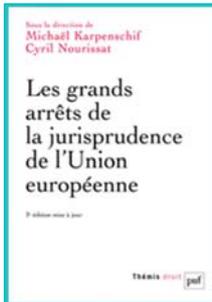
16 juin 2016 – UJML3, Auditorium André Malraux
Libre prestation de services et détachement de travailleurs au sein de l'UE

Colloque du Centre de Droit Pénal (dir. sc. : Bl. Thellier de Poncheville) avec le soutien et la participation du CEE et du CREDIP.

Les actes paraîtront en 2017.

14 octobre 2016 – UJML3, Salle CH314
La réforme du Tribunal de l'Union européenne

Conférence CEE de Monsieur le Juge **Savvas Papasavas** (dir. sc. : E. **Carpano**).



5 décembre 2016 – UJML3, Amphithéâtre Huvelin
**Des grands arrêts de la Jurisprudence de l'Union européenne
à quelques arrêts récents de la Cour de justice**

Demi-journée d'études organisée par l'**EDIEC** (dir. sc. : M. **Karpenschif**, C. **Nourissat**) à l'occasion de la parution de la 3^e édition des *Grands arrêts de la Jurisprudence de l'Union européenne* (GAJUE, PUF, oct. 2016), en présence des éditeurs et sous la présidence de M. Melchior Wathelet, Premier Avocat général à la Cour de justice.

Et, par ailleurs, coorganisations de colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences :

BERGÉ (J.-S.). – Codirection des *Rencontres Sciences-Juristes* (avec S. Grumbach). – Lyon : IXXI (GIS de recherche sur les systèmes complexes), mars 2016.

FALAISE (M.). – Coorganisation et animation de la table ronde *Innovation pédagogique et professionnalisation*. – Les Assises de la professionnalisation, UJML3, IUT Ain-Rhône-Loire, 18 oct. 2016.

LE BAUT-FERRARESE (B.). – Organisation de la Conférence *Commande publique et énergie*, 16 déc. 2016, en collaboration avec l'Association du Master Droit public des affaires de Lyon 3.

2.2. Communications à des colloques, journées d'études, conférences et séminaires

BERGÉ (J.-S.).

- *CJUE et articulation des normes internationales et européennes*. – Communication. – Colloque international « La réforme du droit d'auteur dans la société de l'information ». – Paris : UPS/CERDI, déc. 2016.
- *Le juge européen aux prises avec la réalité : regards croisés (UE – CEDH – Conseil constitutionnel) sur l'application d'un grand principe du droit (ne bis in idem)*. – Conférence-débat avec M. l'Avocat général Yves Bot, près la Cour de justice de l'Union européenne. – Lyon : nov. 2016.
- *Operating Wine Law in a Global Context*. – Presentation. – International Research Network IJP – Wine & Law Conference. – Porto : nov. 2016.
- *Propriété industrielle : Les titres de propriété industrielle dans l'OAPI. Comparaison européenne*. – Communication. – Colloque « Un nouveau regard sur la propriété intellectuelle. Acquis et défis de la propriété intellectuelle en Afrique ». – Lyon : UJML3 (CREDIP, L2, Lyon Métropole, CPR), 10 nov. 2016.
- *Lieux et formes d'application du droit étranger soumis à un contrôle de constitutionnalité et de conventionnalité*. – Communication. – Colloque international « Le droit étranger à l'épreuve des contrôles de constitutionnalité et conventionnalité ». – Paris : Cour de cassation/Société de législation comparée, sept. 2016.
- *Les perspectives : A la recherche d'une sécurité juridique*. – Présidence de la table ronde. – Colloque international « Libre prestation de services et détachement de travailleurs au sein de l'UE. Bilan et perspectives au travers du cas des prestations de services exécutées sur le territoire français ». – Lyon : UJML3/CDP, 16 juin 2016.
- *L'actualité des interactions droit international / droit européen : une dynamique essentielle à la construction européenne*. – Communication. – Québec : Université Laval/Chaire Jean Monnet, avr. 2016.
- *Le pluralisme juridique de Santi Romano*. – Débat avec le Pr. B. Melkevic. – Québec : Université Laval/Faculté de droit, avr. 2016.
- *La méthode de recherche en questions : à propos du projet IFITIS*. – Séminaire. – Québec : Université Laval/Centre de droit international et transnational, avr. 2016.
- *L'ELSJ, un droit d'intersection*. – Communication. – 8^e éd. Ateliers doctoraux du Réseau universitaire européen « Droit de l'espace de liberté sécurité et justice » ([GDR CNRS ELSJ](#), n° 3452). – San Sebastian : Universidad San Sebastian, avr. 2016.
- *La recherche de Santi Romano sur l'ordre juridique*. – Conférence. – Discutants : A. Jeammaud et G. Pignarre. – Lyon : EDD, mars 2016.
- *La recherche en droit et en sciences de gestion autour des phénomènes complexes de circulation*. – Séminaire. – Lyon : IAE-Centre Magellan, mars 2016.
- *L'ordre juridique de Santi Romano : hier, aujourd'hui et demain*. – Conférence. – Discutant : J.-B. Racine. – Nice : Faculté de droit, mars 2016.
- *Border Crossing Phenomenon and the Law*. – Presentation. – International workshop « Global Phenomena and Social Sciences ». – Lyon : UJML3, févr. 2016.
- *La notion d'enlèvement d'enfants : approche comparée en droit national, international et européen*. – Communication. – Symposium consacré aux enlèvements internationaux d'enfants. – Lyon : Interpol, févr. 2016.

- *L'ordre juridique de Santi Romano : hier, aujourd'hui et demain.* – Conférence. – Tunis : Université de Carthage-Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, janv. 2016.

- *Incomplétude du droit de l'UE et harmonisation.* – Communication. – Colloque international « Harmonisation et droit européen » / dir. sc. K. Abderemane. – Université de Tours : GERCIE E.A. 2110, janv. 2016.

CARPANO (É.)

- *Libre circulation (CJUE, Gde Ch., 19 avr. 2016, Dansk Industri, aff. C-441/14).* – Communication. – Journée d'études « Des grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne à quelques arrêts récents de la Cour de justice ». – Lyon : UJML3, 5 déc. 2016.

- *Évaluation empirique et comparative de la contribution des parlements nationaux au processus d'intégration européenne.* – Communication. – Colloque de la CEDECE « L'Union en quête de démocratie(s) ». – Université de Strasbourg, 24-25 nov. 2016.

- *La mise en œuvre du droit international par les régions : perspectives du droit comparé.* – Communication. – Colloque « La coopération transfrontalière en droit international et européen ». – Lyon : UJML3, CDI, 20-21 oct. 2016.

- *Droit comparé et construction autonome d'un outillage méthodologie : les leçons d'une expérience.* – Communication. – Colloque « Le droit comparé : de la périphérie au centre ». – Université de la Rochelle, 29-30 sept. 2016

- *La contribution du Parlement andin à la démocratisation régionale.* – Communication. – Colloque « La parlementarisation des intégrations régionales ». – Université de Rennes I : 22-23 sept. 2016.

- *La stérilisation forcée en droit international et droit comparé.* – Communication. – Colloque « Sexualité en droit international des droits de l'homme », 26-27 mai 2016.

- *Le temps et le procès comme témoignage.* – Communication. – Séminaire international « Temporalité et témoignage ». – Buenos Aires, 6-7 avr. 2016.

DEBARD (Th.). – Présidence de la table ronde *Le statut juridique des régions en droit constitutionnel.* – Colloque « La coopération transfrontalière en droit international et européen ». – Lyon : UJML3, CDI, 20-21 oct. 2016.

FALAISE (M.). – *Le droit de disposer du corps de son animal.* – Communication. – Colloque « La mort de l'animal ». – Clermont-Ferrand : Université d'Auvergne/Ecole de Droit, avr. 2016.

FERRARI-BREEUR (Ch.). – Présidence de la table ronde *Le statut juridique des régions.* – Colloque « La coopération transfrontalière en droit international et européen ». – Lyon : UJML3, CDI, 20-21 oct. 2016.

KARPENSCHIF (M.). – *La directive "services" et les occupations privatives du domaine public (CJUE, 14 juill. 2016, Promoimpresa, aff. C-458/14).* – Communication. – Journée d'études « Des grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne à quelques arrêts récents de la Cour de justice ». – Lyon : UJML3, 5 déc. 2016.

LE BAUT-FERRARESE (B.).

- *Évaluation environnementale des plans et programmes, portée : CJUE, 27 oct. 2016, P. d'Oultremont c/ Région wallone, aff. C-290/15.* – Communication. – Journée d'études « Des grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne à quelques arrêts récents de la Cour de justice ». – Lyon : UJML3, 5 déc. 2016.

- *Contexte et conséquences juridiques de l'ouverture à la concurrence.* – Communication. – Conférence « Commande publique et énergie » – : Lyon : UJML3, 16 nov. 2016.

- *Les énergies marines renouvelables et le paysage.* – Communication. – Colloque « Patrimoine maritime : entre patrimoine culturel et patrimoine naturel ». – Université de Bretagne Occidentale, 23-24 juin 2016.

LEKKOU (E.). – *Critères d'identification d'une concession de service – Conception extensive de l'objet du contrat (CJUE, 21 mai 2015, Kansaneläkelaitos, aff. C-269/14).* – Communication. – Journée d'études « Des grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne à quelques arrêts récents de la Cour de justice ». – Lyon : UJML3, 5 déc. 2016.

MARTI (G.).

- *Mandat d'arrêt européen (CJUE, 5 avr. 2016, Aranyosi et Caldaru, aff. jtes C-404/15 et C-659/15).* – Communication. – Journée d'études « Des grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne à quelques arrêts récents de la Cour de justice ». – Lyon : UJML3, 5 déc. 2016.

- *La crise britannique.* – Communication. – Colloque du 20^e anniversaire de la coopération entre la Faculté de droit de Belgrade et le Centre européen universitaire de Nancy. – Belgrade : 8-9 nov. 2016.

- *La neutralité de la Cour de justice de l'Union européenne.* – Communication. – Colloque de la Promotion 2014 d'agrégation de Droit public. – Université de Tours : 13-14 oct. 2016.

VIENNOIS (J.-P.). – *Constituer la société pluri-professionnelle d'exercice (SPE). La forme sociale.* – Communication. – Colloque « Sociétés pluri-professionnelles d'exercice : Vers un Big Bang des professions du chiffre et du droit ? ». – Lyon : UJML3 (EDP, CREDIP, CNE), 15 déc. 2016.

WATHELET (M.). – *Procédure devant le Tribunal et délai raisonnable (Jurisprudence postérieure à CJUE, Gde Ch., 26 nov. 2013, Groupe Gascogne c/ Com., aff. C-58/12 P).* – Communication. – Journée d'études « Des grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne à quelques arrêts récents de la Cour de justice ». – Lyon : UJML3, 5 déc. 2016.

3. ORGANISATION ET VIE DU CEE

3.1. Contrat quinquennal 2016-2020

L'AERES l'ayant préconisé en 2010 (contrat quinquennal 2011-2015), le CEE a rejoint, en janvier 2011, l'[Équipe de Droit International, Européen et Comparé \(EDIEC – EA 4185\)](#), dirigée par le Professeur Frédérique FERRAND, Professeur des universités, Agrégée de droit privé, Directrice de l'Institut de Droit Comparé Édouard Lambert. L'évaluation de notre équipe par le HCERES en juillet 2015 et mise en ligne en novembre 2016 figure en annexe de ce rapport, p. 37.

Composition CEE CQ 2007-2010	Composition CEE – CQ 2011-2015	Composition CEE – CQ 2016-2020
<p>Membres titulaires CARDON Mathieu, MCF CARPANO Éric, MCF FERRARI-BREEUR Christine, MCF HDR KARPENSCHIF Michaël, PR LE BAUT-FERRARESE Bernadette, MCF PERTEK Jacques, PR PHILIP Christian, PR ZAMPINI Florence, MCF HDR</p> <p>Personnels administratifs GERVASONI Véronique SEMASHKEVICH Tatsiana</p> <p>Allocataires de recherche ADALID Sébastien CHABAUD Léonie COMBET Mathieu ROBERT Loïc</p> <p>ATER (NB : non comptabilisés dans les projets scientifiques des équipes) LOLJEEH Rajendranuth KATSORCHI Panagiota</p> <p>Source : Projet scientifique Équipe de droit public de Lyon, EA 666 (p. 3)</p>	<p>Membres titulaires CARDON Mathieu, MCF CARPANO Éric, PR DEBARD Thierry, PR FERRARI-BREEUR Christine, MCF HDR KARPENSCHIF Michaël, PR LE BAUT-FERRARESE Bernadette, MCF HDR LEKKOU Efthymia, MCF VIENNOIS Jean-Pierre, PR ZAMPINI Florence, MCF HDR</p> <p>Personnels administratifs GERVASONI Véronique, IGE</p> <p>Docteurs, ATER et doctorants ARABAGHIAN Anouche, Docteur en droit ARTEMIOU Eleni AUGOYARD Marc, Docteur en droit BENARBIA Saïd BENIDIR Toufik BENZAQUEN Béline CHABAUD Léonie COGNET Gaëlle COMBET Mathieu, Docteur en droit DESFORGES Antoine, ATER DJERDJIAN Endza DOSSAN Gilles Landry DURAND Étienne, ATER GRANGEON Julie, Doctorante contractuelle JOUTEUX Chloé JURY Fabrice, Doctorant contractuel KATSORCHI Panagiota KRUSLIC Peter LAWU KIFWENKELWA Benoît LOLJEEH Rajendranuth LOUGRAIDA Myriam MKHITARYAN Monika PETROVA Evgeniya ép. EME PROUTEAU Juliette RAMI Karima ROBERT Loïc, Docteur en droit SONKO Aminata VOUGIOUKAS Dimitrios, Docteur en droit WATTECAMPS Aurélie</p>	<p>Membres titulaires CARDON Mathieu, MCF CARPANO Éric, PR DEBARD Thierry, PR FERRARI-BREEUR Christine, MCF HDR KARPENSCHIF Michaël, PR LE BAUT-FERRARESE Bernadette, MCF HDR LEKKOU Efthymia, MCF MARTI Gaëlle, PR ROBERT Loïc, MCF VIENNOIS Jean-Pierre, PR ZAMPINI Florence, MCF HDR</p> <p>Docteurs, ATER et doctorants ARTEMIOU Eleni, Docteur en droit AUGOYARD Marc, Docteur en droit BENZAQUEN Béline, Docteur en droit CHATTOUT Yassine COGNET Gaëlle CRAVAREZZA Amaury DESFORGES Antoine DJERDJIAN Endza DOSSAN Gilles Landry DURAND Étienne FRANCOISE Marylou GRANGEON Julie, Doctorante contractuelle JOUTEUX Chloé JURY Fabrice KATSORCHI Panagiota KRUSLICZ Péter LAHOUZI Mehdi, Doctorant CIFRE LOLJEEH Rajendranuth NDZIE Charlie RAMI Karima SONKO Aminata SOW Abdoulaye TIREL Georges TILLMANN Marie WATTECAMPS Aurélie.</p>

3.2. Soutenances de thèses

- **ARTEMIUO Eleni.** – *La consolidation des standards constitutionnels européens par les juges constitutionnels nationaux.* Thèse dirigée par le Professeur **Eric Carpano** et soutenue le 14 octobre 2016. – Discipline : Droit de l’Union européenne.
- **YAALAOUI Aberrahmane.** – *Le juge constitutionnel et l’opinion publique.* – Thèse codirigée par les Professeurs **Thierry Debard** et **Hatem M’Rad**, et soutenue le 2 décembre 2016 à l’Université de Tunis Carthage. – Discipline : Droit public.
- **NGO BAGAL Monique.** – *La protection des indications géographiques dans un contexte global. Essai sur un droit fondamental.* – Thèse dirigée par le Professeur **Jean-Sylvestre Bergé** et soutenue le 5 décembre 2016. – Discipline : Droit international, européen et comparé.

3.3. Prix, distinctions et nominations

1^{er} janvier 2016

Nomination de **Éric Carpano** au grade de Chevalier dans l’ordre des Palmes académiques (1^{er} janvier 2016).

17 juin 2016

Nomination de **Christine Ferrari-Breeur** au poste de Vice-présidente chargée des relations humaines et du dialogue social.

1^{er} septembre 2016

Nomination de **Loïc Robert** en qualité de maître de conférences en droit public à l’Université Jean Moulin Lyon 3.

1^{er} octobre 2016

Nomination de **Jean-Sylvestre Bergé** en qualité de membre senior de l’Institut universitaire de France, pour une durée de 5 ans.

3.4. Support pour les masters et les doctorats en droit européen

Le Centre d’Études Européennes est le support scientifique de la mention **Droit européen** qui comprend le **Master Droit européen des affaires** (responsables pédagogiques : Professeur **Éric Carpano** et **Bernadette Le Baut-Ferrarese**, Maître de conférences HDR) ; le parcours de première année est dirigé par le Professeur **Gaëlle Marti**.

Le CEE soutient les activités des **doctorants** dirigés par les enseignants-chercheurs qui sont membres ou associés de son centre de recherche, de même que ses trois homologues de l’**EDIEC**, le **CDI**, le **CREDIP** et l’**IDCEL**.

3.5. Soutien au concours de plaidoiries en droit européen European Law Moot Court Competition

L'*European Law Moot Court* est le concours de plaidoiries en droit européen le plus prestigieux au monde. Tous les ans, une centaine des meilleures universités participent à quatre finales régionales. Il s'agit d'un concours bilingue – français et anglais.

Le CEE apporte à l'organisation du concours un soutien pédagogique (organisation et formation par un enseignant-chercheur du CEE ; prise en compte de la participation au concours en note de séminaire du *Master Droit européen des affaires*) et logistique (mise à disposition des locaux et équipements ; prix remis aux lauréats).



Équipe du Moot Court 2015-2016 pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Encadrement :

Gaëlle Marti, Professeur agrégé de droit public, Responsable pédagogique du M1 Droit européen et **Julie Grangeon**, Doctorante contractuelle.

Équipiers :

Yassine Chattout,
Maxime Jacob,
Mathias Pousset
et Georges Tirel

étudiants en Master Droit européen des affaires, entraînés par **Gaëlle Marti** et **Julie Grangeon**, ont été qualifiés pour la finale régionale qui a lieu à Athènes, du 11 au 14 février 2016, au terme de laquelle ils se sont inclinés.

3.6. Documentation scientifique

La Bibliothèque Montesquieu-EDIEC, **bibliothèque associée** au [Service Commun de la Documentation \(SCD\)](#), dispose du plus important fonds de monographies et d'ouvrages de droit après les bibliothèques centrales, avec **6 427 ouvrages** au 31/12/2016. L'accès à ce fonds s'effectue par le [catalogue général](#) des bibliothèques de Lyon 3.

Intégré à la Bibliothèque Montesquieu, le fonds documentaire du CEE est agréé par l'Union européenne ([Office des publications de l'Union européenne](#), OPUE), comme 37 autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche de France. Ainsi est-il chargé de l'information sur l'intégration européenne à Lyon, avec l'École de management d'Écully.

Le CEE est ainsi assujéti à trois obligations :

	<p>Être dépositaire de documents d'information officielle en version papier et/ou électronique et les mettre disposition du public : enregistrement, stockage, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ;</p> <p>Acquérir des ouvrages et s'abonner à des revues thématiques européennes : commande, enregistrement, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ;</p> <p>Permettre la consultation des bases de données spécialisées et de sites institutionnels Internet.</p>
---	--

La localisation des ouvrages par le logiciel Koha permet de rendre visible nationalement le fonds, consultable notamment par l'intermédiaire du **Système Universitaire de Documentation (SUDOC)**.

3.7. Site web du CEE



Fréquentation du site web du CEE (<http://cee.univ-lyon3.fr>)

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ¹	2015	2016	Nbre cumulé de visites (2009-2016)
Moyenne journalière	47,39	47,74	40,51	47,59	38,52	29,14	25,01	24,80	106 068
Moyenne mensuelle	1 306,03	1 452,17	1 232,25	1 447,42	1 171,92	886,50	760,75	744,47	
Total annuel	13 603	17 426	14 787	17 369	14 063	10 638	9 129	9 053	

Origine des visites (données cumulées depuis 2009) :

Google	89,67 % des visites
Bing	2,24 % des visites
Faculté de Droit – UJML3	1,01 % des visites
EDIEC	0,90 % des visites
CDI	0,70 % des visites
Autres sources	5,45 % des visites

Répartition des visites depuis la création du site (données cumulées depuis 2009) :

C'est la rubrique *Vie du site (Accueil/Présentation, Brèves, Formulaire de contact, Mentions légales)* qui est la plus fréquentée (**55,3** % des visites) depuis la création du site, précédant en cela les rubriques consacrées aux activités scientifiques (**14,6** %), puis pédagogiques (**11,3** %) du centre.

Records de visites (données cumulées depuis 2009) :

- Record journalier : 13 mars 2013 – 339 visites (programmation scientifique) ;
- Record mensuel : août 2009 – 2 659 visites (17^e Université européenne d'été du CEE).

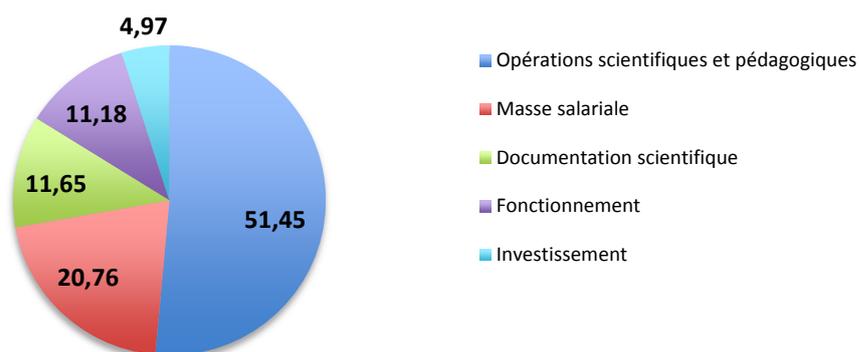
¹ Le site a été désactivé durant sa maintenance et redirigé sur le site web de l'EDIEC au cours du mois de novembre 2014.

3.8. Moyens financiers

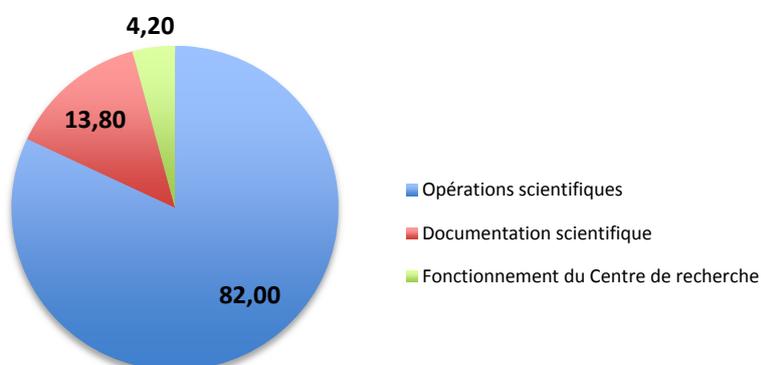
Depuis janvier 2016, notre composante a décidé, en fin de premier semestre civil, de fusionner les sous-centres de responsabilité **sous un seul CR**, l'EDIEC, à l'exception de l'IDCEL compte tenu de son statut d'institut et hors sa dotation recherche qui, par souci de cohésion et à notre demande, est maintenue sous le CR EDIEC. En conséquence, les décisions financières, budgétaires et comptables, et – partiellement – les décisions administratives corrélées, sont centralisées au niveau de l'équipe ; de même, les e-OTP² et les recettes affectées sont adossés au CR EDIEC et agrégés à son budget, sans fongibilité des dépenses et recettes. D'autre part, une partie de la masse salariale du personnel administratif de l'EDIEC, prise en charge par l'établissement, transite sur le CR, également sans fongibilité.

L'évaluation de l'équipe ayant été excellente (évolution positive de son périmètre, de sa gouvernance et intensité de sa production scientifique), sa dotation a été augmentée. Cette augmentation significative n'affecte pas la politique déterminée, de l'EDIEC et de ses centres, de **diversification et d'« externalisation » de ses ressources**, extérieures à l'établissement, publiques et privées (par exemple, en 2015, 13 % de son budget pour le CEE et 22 % pour le CREDIP).

Budget EDIEC : Postes de dépenses en % du budget total de l'Équipe (budget primitif 2017, masse salariale comprise) :



Fonds CEE du budget de l'EDIEC : Postes de dépenses en % du budget total (budget primitif 2017) :



² Élément(s) d'organigrammes techniques de projets.

ANNEXES

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS MEMBRES DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES (CEE)

Enseignants-chercheurs :

Michaël KARPENSCHIF, Professeur des universités, Agrégé de droit public, Directeur.
Mathieu CARDON, Maître de conférences en droit public.
Éric CARPANO, Professeur des universités, Agrégé de droit public.
Thierry DEBARD, Professeur des universités, Agrégé de droit public.
Christine FERRARI-BREEUR, Maître de conférences en droit public, HDR, Directrice adjointe.
Bernadette LE BAUT-FERRARESE, Maître de conférences en droit public, HDR.
Efthymia LEKKOU, Maître de conférences en droit public.
Gaëlle MARTI, Professeur des universités, Agrégée de droit public.
Loïc ROBERT, Maître de conférences en droit public.
Jean-Pierre VIENNOIS, Professeur des universités, Agrégé de droit privé.
Florence ZAMPINI, Maître de conférences en droit public, HDR.

Enseignants-chercheurs **associés** au CEE :

Jean-Sylvestre BERGÉ, Professeur des universités, Agrégé de droit privé (EDIEC-CREDIP).
Muriel FALAISE, Maître de conférences en droit privé (UJML3, IUT).
Panayotis SOLDATOS, Professeur émérite de l'Université de Montréal, Chaire Jean Monnet *ad personam* à l'Université Jean Moulin Lyon 3.
Hélène SURREL, Professeur des universités, Sciences Po Lyon.
Dimitrios VOUGIOUKAS, Docteur en droit, Avocat au Barreau d'Athènes, Enseignant agrégé à l'Université Paris 13/Id'EF d'Athènes (<http://www.idef.gr/ideffr/idef.htm>).
Melchior WATHELET, Premier Avocat général à la Cour de justice de l'Union.

Docteurs / ATER / Doctorants :

ARTEMIOU Eleni , Docteur en droit	KRUZSLICZ Péter
AUGOYARD Marc , Docteur en droit	LAHOVAZI Mehdi , Doctorant CIFRE
BENZAQUEN Bélanda , Docteur en droit	LOJEEH Rajendranuth
CHATTOUT Yassine	NDZIE Charlie
COGNET Gaëlle	RAMI Karima
CRAVAREZZA Amaury	SONKO Aminata
DESFORGES Antoine	SOW Abdoulaye
DJIERDJIAN Endza	TIREL Georges
DOSSAN Gilles Landry	TILLMANN Marie
DURAND Étienne	WATTECAMPS Aurélie
FRANCOISE Marylou	
GRANGEON Julie , Doctorante contractuelle	
JOUTEUX Chloé	
JURY Fabrice	
KATSORCHI Panagiota	

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Entités de recherche

Évaluation du HCERES sur l'unité :

Équipe de Droit International, Européen et Comparé

EDIEC

sous tutelle des

établissements et organismes :

Université Jean Moulin Lyon 3

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Entités de recherche

Pour le HCERES,¹

Didier HOUSSIN, président

Au nom du comité d'experts,²

Christian MESTRE, président du comité

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

² Les rapports d'évaluation "sont signés par le président du comité". (Article 11, alinéa 2)

Rapport d'évaluation

Ce rapport est le résultat de l'évaluation du comité d'experts dont la composition est précisée ci-dessous.

Les appréciations qu'il contient sont l'expression de la délibération indépendante et collégiale de ce comité.

Nom de l'unité :	Équipe de Droit International, Européen et Comparé
Acronyme de l'unité :	EDIEC
Label demandé :	EA
N° actuel :	4185
Nom du directeur (en 2014-2015) :	M ^{me} Frédérique FERRAND
Nom du porteur de projet (2016-2020) :	M ^{me} Frédérique FERRAND

Membres du comité d'experts

Président : M. Christian MESTRE, Université de Strasbourg

Experts : M. Julien BOUDON, Université de Reims

M. Yann KERBRAT, Université Paris - Panthéon Sorbonne

M^{me} Gwendoline LARDEUX, Aix Marseille Université (représentante du CNU)

M. Gilbert ORSONI, Aix Marseille Université

Déléguée scientifique représentant du HCERES :

M^{me} Christine NEAU LEDUC

Représentants des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M. David DEROUSSIN (Co-directeur de l'École doctorale « ED 492 »)

M^{me} Pascale DEUMIER (Co-directrice de l'École doctorale « ED 492 »)

M. Peter WIRTZ, Université Jean Moulin Lyon 3

1 • Introduction

Historique et localisation géographique de l'unité

L'Équipe de Droit International, Européen et Comparé - EDIEC est depuis 2007 une équipe d'accueil (EA 4185) originale puisque caractérisée par le regroupement de publicistes et de privatistes, ce qui d'ailleurs avait été à l'origine de la création de cette unité de recherche sous la forme d'une "jeune équipe". Faisant suite aux recommandations de la précédente évaluation, l'EDIEC a reconfiguré sa structuration interne en une seule équipe qui intègre donc quatre équipes internes antérieures : l'institut de droit comparé Edouard Lambert (IDCEL) dirigée par M^{me} Frédérique FERRAND, le Centre de recherche sur le droit international privé (CREDIP) dirigé par M. Jean-Sylvestre BERGE, le Centre de droit international (CDI) dirigé par M. Stéphane DOUMBE-BILLE et le Centre d'études européennes (CEE) dirigé par M. Michaël KARPENSCHIF. L'EDIEC a son siège dans les locaux de la faculté de droit de Lyon 3, au 15 quai Claude Bernard.

Équipe de direction

L'EDIEC est dirigée par M^{me} Frédérique FERRAND et administrée par deux organes : d'une part un Conseil de direction composé de la directrice de l'unité, de la responsable administrative (M^{me} Véronique GERVASONI, Ingénieur d'études), et des responsables des axes de recherche et d'autre part un Conseil scientifique et de gestion au périmètre plus large puisque outre les membres du Conseil de gestion, il comprend le directeur de l'école doctorale de droit, le doyen de la faculté de droit, le Vice-Président recherche de l'université et un représentant des doctorants.

Nomenclature HCERES

SHS 2 1 Droit

Effectifs de l'unité

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2014	Nombre au 01/01/2016
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	25	25
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés		
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)	1,5	1,5
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)		
N5 : Autres chercheurs (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)		
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)		
TOTAL N1 à N6	26,5	26,5

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2014	Nombre au 01/01/2016
Doctorants	61	
Thèses soutenues	53	
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
Nombre d'HDR soutenues	1	
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	17	

2 • Appréciation sur l'unité

Avis global sur l'unité

L'EDIEC est une unité de recherche particulièrement dynamique (organisation de nombreux colloques, journées d'études, conférences, séminaires...) à la production scientifique très impressionnante au regard du nombre de publications. A raison de sa constitution, l'EDIEC est particulièrement originale, en rassemblant des publicistes et des privatistes. Un tel regroupement a créé une réelle dynamique et permet d'envisager des travaux et des recherches extrêmement difficiles sans cela. La cohérence entre les activités de recherche et d'enseignement est remarquable, et les masters 2 en recherche liés à l'équipe sont une pépinière de doctorants et de docteurs. L'intensité et l'ampleur des travaux ainsi que la participation à de nombreux réseaux de recherches dans un cadre national, européen et international font de l'EDIEC une unité de référence.

Points forts et possibilités liées au contexte

Les points forts suivants peuvent être soulignés :

- L'originalité et la dynamique scientifique pluridisciplinaire de l'équipe ;
- la cohérence remarquable entre les activités de recherche et d'enseignement ;
- les masters 2 en recherche liés à l'équipe sont une pépinière de doctorants et de docteurs ;
- l'intensité et l'ampleur des travaux ainsi que le rayonnement scientifique dans un cadre national, européen et international.

Points faibles et risques liés au contexte

Il faut souligner que :

- Les publications scientifiques sont principalement le fait des professeurs et bon nombre de maîtres de conférences semblent en retrait ;
- la dispersion (apparente) des moyens humains, financiers et documentaires interdit une utilisation optimale et limite les activités ;
- la recherche en droit International est très fragilisée par un problème important de ressources humaines ;
- les thématiques de recherche énoncées pour le prochain contrat sont très vastes.

Recommandations

Il conviendrait de veiller à :

- Une utilisation plus fédérative des moyens avec l'instauration de critères objectifs sur leur répartition entre membres de l'équipe ;
- une attribution de moyens humains supplémentaires de la part de l'université pour améliorer les conditions de travail des enseignants-chercheurs ;
- une meilleure répartition des publications entre les professeurs et les maîtres de conférences, par des incitations au profit de ces derniers ;
- éviter une profusion des axes de recherche au profit d'une ou plusieurs thématiques réellement transversales ;
- une attention particulière devra être apportée au droit international en termes de moyens humains en favorisant le recrutement par voie de promotion ou de mutation d'un professeur de droit international public.

NOUS SUIVRE SUR LE WEB :

CEE, Centre d'études européennes : <http://cee.univ-lyon3.fr>

EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS :

Publications : <http://cee.univ-lyon3.fr/publications>

Bilans : <http://cee.univ-lyon3.fr/le-centre-et-ses-partenaires/rapports-d-activite>

Blogs : Le blog de Jean-Sylvestre Bergé, CREDIP + CEE : <http://www.universitates.eu/isberge>

Directeur de publication : Michaël Karpenschif, Professeur agrégé de droit public, Directeur du Centre d'Études Européennes | **Réalisation, édition, photographies (sauf mention expresse) :** Véronique Gervasoni, Ingénieur d'études, Responsable administrative et responsable d'édition de l'EDIEC.

Université Jean Moulin-Lyon 3 – Faculté de Droit

Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC, EA 4185

Centre d'Études Européennes – 15 quai Claude Bernard, BP 0638, 69239 Lyon Cedex 02

Courriel : cee@univ-lyon3.fr – **Tél. :** ++ 00 / 33 478 787 251 – **Web :** <http://cee.univ-lyon3.fr>.